

LES FORCES DE POLICE ARMÉES EN INDE, ENTRE CROISSANCE ET POLYVALENCE

Dr Damien CARRIÈRE

Postdoctorant à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Les Forces armées de police en Inde (Central Armed Police Forces – CAPF), constituées de 6 corps spécialisés regroupés sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur, comptent près de 980 000 hommes et femmes. Chargées en particulier de la défense des frontières, du contre-terrorisme, du maintien de l'ordre ainsi que de la contre-insurrection, les CAPF ont vu leurs effectifs et leur budget croître depuis vingt ans. Particulièrement actives au Cachemire, dans le Nord-Est, et dans plusieurs États du centre du pays affectés par une rébellion maoïste, elles sont déployées partout où l'État central le juge nécessaire et où les polices des États, généralement en sous-effectifs, sont débordées. Bras armé de l'État et pilier de la sécurité intérieure indienne, les CAPF interviennent également pour secourir les populations lors des catastrophes naturelles.

SOMMAIRE

Introduction	2
L'architecture des CAPF	3
Des forces déployées sur tous les fronts	10
Conclusion	14
Annexe	15

INTRODUCTION

Depuis l'indépendance, l'appareil sécuritaire indien repose sur deux piliers : l'armée et les Forces armées de police (Central Armed Police Forces – CAPF). Ces forces, qui dépendent du ministère de l'Intérieur, et non de celui de la Défense, ont connu des évolutions majeures depuis deux décennies et sont aujourd'hui déployées dans des missions de maintien de l'ordre, de sécurité civile ou de contre-insurrection dans les États du Cachemire, du Nord-Est et du centre du pays. Si certaines de leurs missions sont comparables à celles de la gendarmerie en France, elles demeurent des forces combattantes avec des moyens supérieurs à ceux de la gendarmerie.

Ces forces armées de police remplissent des missions de plus en plus variées et leurs effectifs ont crû de manière significative : ils ont doublé au cours des vingt dernières années pour atteindre presque un million d'hommes. Cette augmentation est six fois plus rapide que celle des effectifs des autres administrations centrales¹. L'essentiel de la croissance du budget du ministère de l'Intérieur de l'Union (Union Ministry of Home Affairs) est consacré aux CAPF², dirigées par Amit Shah, bras droit du Premier ministre Narendra Modi et idéologue de l'Hindutva³, l'idéologie du parti au pouvoir⁴. Les CAPF constituent la principale structure sécuritaire interne de l'État central, renforçant les polices des États de l'Union et gardant les frontières. Comprendre leur rôle, leur évolution et leurs actions permet d'appréhender la trajectoire politique du pays.

Pourtant, malgré leur importance croissante en termes de missions et d'effectifs, les CAPF sont un des corps les moins étudiés du dispositif indien de sécurité. Les sources directes et indirectes sur leur organisation sont rares, à la fois parce qu'il s'agit d'un sujet jugé relativement sensible par le gouvernement indien, et parce que peu de chercheurs s'y sont intéressés. Cette note, qui prend appui sur des documents et articles de presse de source ouverte, comme sur la littérature universitaire disponible, vise à combler ce manque.

Dans un premier temps nous présenterons les CAPF, réparties en six branches aux rôles distincts. Nous examinerons ensuite les raisons pour lesquelles l'Inde maintient une telle force – notamment pour des missions de contre-insurrection et de préparation aux catastrophes naturelles.

1. Devesh Kapur, « [The Worrying Rise of Militarisation in India's Central Armed Police Forces](#) », *ThePrint* (blog), 29 novembre 2017.

2. Rahul Tripathi, « MHA Gets Rs 1.05 Lakh Crore; Emphasis on Police, Census », *Economic Times*, 2 février 2020.

3. L'Inde comme pays des hindous, à l'exclusion des autres communautés qui habitent le pays.

4. Christophe Jaffrelot, *L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique*, Fayard, 2019.

L'ARCHITECTURE DES CAPF

Les CAPF dans l'écosystème sécuritaire indien

En 2011, le gouvernement indien a regroupé six de ses corps de police armée sous l'appellation de Central Armed Police Forces. Les CAPF dépendent directement du ministère de l'Intérieur de l'Union indienne⁵. Le terme « paramilitaire » n'est plus utilisé dans la nomenclature officielle depuis cette date, mais reste néanmoins largement employé tant dans le langage courant que dans la littérature scientifique⁶. L'usage de ce mot prête à confusion pour les publics étrangers, puisque dans bien des cas en dehors de l'Inde, il désigne des forces illégales, illégitimes ou non officielles sans relation hiérarchique claire avec le pouvoir en place. En Inde au contraire, toutes ces forces dépendent directement du pouvoir civil central. Les cadres des CAPF, comme ceux des services de police des États, sont issus du concours de recrutement de l'Indian Police Service (IPS)⁷. Les Forces armées de police sont dirigées par un commandement de nature policière et non militaire.

BSF – Border Security Force
CAPF – Central Armed Police Forces
CISF – Central Industrial Security Force
CRDO – Coordination for Democratic Rights Organisation
CRPF – Central Reserve Police Force
IPS – Indian Police Service
ITBP – Indo-Tibetan Border Police
LTE – Left Wing Extremism

NDRF – National Disaster Response Force
NREGA – *National Rural Employment Guarantee Act*
NSG – National Security Guards
RAF – Rapid Action Force
SAG – Special Action Group
SRG – Special Ranger Group
SPO – Special Police Officer
SSB – Sashastra Seema Bal

Certaines des forces armées de police tirent leurs origines de l'histoire des Indes britanniques. Les Assam Rifles par exemple ont été créés dès 1835 comme force de police, alors que la Compagnie des Indes orientales (East India Company) tentait d'étendre son emprise vers le Nord-Est. Elle est la seule qui conserve le qualificatif « paramilitaire » dans les textes officiels.

Pour M. D. Sharma, « les paramilitaires indiens sont les agences des ministères de la Défense et de l'Intérieur qui agissent comme auxiliaires des forces armées et qui sont considérées elles-mêmes comme en faisant partie⁸ ». Selon cette définition, Sharma compte plus de 1,5 million d'hommes et de femmes enrôlés dans les groupes paramilitaires indiens en

5. Nishit Dholabhai, « [For the Paramilitary, All's in a New Name](#) », *The Telegraph*, 26 mars 2011.

6. Certains spécialistes des questions sécuritaires continuent d'utiliser le terme, comme le général Alain Lamballe (Alain Lamballe, « L'Inde en quête de sécurité », in Philippe Cadène et Brigitte Dumortier (dir.), *L'Inde : une géographie*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 127-148).

7. Cela fait d'ailleurs l'objet de résistances dans les rangs des CAPF (N.C. Asthana, « [Do IPS Officers Deserve to Head Paramilitary Forces?](#) » *The Wire*, 4 février 2020).

8. M. D. Sharma, *Paramilitary Forces of India*, Delhi, Kalpaz Pub, 2008. (Les traductions depuis l'anglais sont dues à l'auteur.)

2007. Il indique l'existence de 12 forces paramilitaires sous différents ministères et gouvernements, et en énumère 11, assistées par deux services auxiliaires – sans qu'il soit bien clair si les auxiliaires aux forces auxiliaires sont eux-mêmes paramilitaires. La variété et la complexité de l'écosystème sécuritaire indien sont importantes.

Outre les 6 groupes traités en détail dans les pages suivantes, M. D. Sharma identifie comme « paramilitaires » les garde-côtes, dont l'autorité de tutelle est le ministère de la Défense. Ils sont chargés de la sécurisation de la zone maritime exclusive indienne et des abords des côtes, tandis que la marine indienne se voit confier les eaux lointaines. Les services du Premier ministre ont autorité sur la Special Frontier Force (SFF). La SFF est assez mal connue, il s'agirait d'un équivalent du « service action » pour le renseignement indien, composée à l'origine de combattants recrutés parmi les Tibétains ayant fui l'annexion chinoise. La Railway Protection Force, sous la responsabilité du ministère du Rail, est chargée de la sécurité des voyageurs sur l'ensemble de l'immense réseau indien. La Garde nationale (Home Guards) est contrôlée par le gouvernement des États de l'Union. Elle est constituée de volontaires servant d'auxiliaires aux forces de police et aux pompiers. Parmi les auxiliaires, Sharma identifie la Border Road Organisation et le National Cadet Corps. Le premier est un corps d'ingénieurs chargé de la construction et de l'entretien de routes carrossables sur les frontières, principalement en haute montagne. Le second est moins une force auxiliaire qu'une organisation de jeunesse pouvant apporter une aide ponctuelle en termes de soin aux civils ; il a également une vocation pédagogique. Placés sous l'autorité du ministère de l'Intérieur sans être considérés comme membres des CAPF, les Rashtriya Rifles ont vu le jour en 1990. Composés de soldats d'élite recrutés dans l'armée indienne, les Rashtriya Rifles sont chargés de pallier les manques de la police du Cachemire et sont utilisés pour écraser la rébellion dans cet État depuis leur création.

Indépendamment des polices des Territoires de l'Union (Union Territories, comme Delhi), dont les services de police sont dirigés et encadrés par le ministère de l'Intérieur de l'Union, chacun des États de l'Inde dispose de ses propres services de police. Néanmoins, les États indiens ont un ratio de forces de police par habitants insuffisant : en moyenne, il est de 1 policier pour 720 habitants au lieu de 1 policier pour 520 habitants, ratio prescrit par le ministère de l'Intérieur de l'Union. Le recrutement des forces de police à l'échelle de l'Inde affiche en sus un déficit de 5,4 millions d'hommes sur une force prévue totale de 22,2 millions d'hommes, soit 24 %. Les membres présents sont peu motivés, mal entraînés et mal armés⁹. *The Economist* rapporte que leur journée de travail peut compter jusqu'à 14 heures¹⁰. Une partie d'entre eux sont employés à des postes fixes ou à la sécurité des personnalités politiques lors de leurs déplacements. Ce manque de policiers est particulièrement important dans certains États, tels que le Bihar, où le ratio de policiers pour 100 000 habitants tombe à 69, contre une moyenne nationale de 136¹¹. Les forces de police armées peuvent

9. Beatrice Jauregui, *Provisional Authority: Police, Order, and Security in India*, Chicago/Londres, University of Chicago Press, 2016 ; TNN, « [India's Ratio of 138 Police Personnel per Lakh of Population Fifth Lowest among 71 Countries](#) », *The Economic Times*, 13 juillet 2018 ; The Hans India, « [India Has Lowest Police Population Ratios in the World](#) », 29 juillet 2016.

10. Pish Cosh, « [India's Police Are Overstretched, Poorly Trained and Politicised](#) », *The Economist*, 6 février 2020.

11. En France, ce ratio est de 390 pour 100 000.

donc être déployées en cas de débordement des forces de police classiques par une insurrection ou un mouvement populaire, comme cela a été le cas dans l'État du Chhattisgarh au milieu des années 2000.

L'armée indienne compte 1 235 000 soldats, quand l'ensemble des Forces armées centrales de police (CAPF) comptent 980 000 membres environ. Les relations des CAPF avec les militaires sont mal connues. Quoiqu'ils soient parfois déployés sur le même terrain d'opération, les hommes des CAPF sont moins bien payés, moins bien entraînés et moins bien équipés que leurs homologues des forces armées classiques. Cependant, il faut un certain degré de spécialisation pour faire la différence entre militaires et CAPF, et les Indiens qui ne prêtent pas attention à ce type de détails les appellent soldats (*jawans*).

Combien de divisions ?

Les Forces centrales de police armées (CAPF) sont à la fois nombreuses, diversifiées et spécialisées dans leurs domaines d'activité. Chacune d'entre elles dispose de sa hiérarchie, de ses écoles et de ses centres de formation.

- La Central Reserve Police Force (CRPF) : polyvalence et maintien de l'ordre

Le corps de la CRPF forme le plus gros contingent des CAPF avec environ 300 000 hommes et femmes répartis en 246 bataillons. Jusque dans les années 1960, la CRPF est, à l'exception des Assam Rifles¹², le seul corps de police à l'échelle fédérale¹³. Elle est restée chargée de la gestion des frontières avec le Pakistan jusqu'en 1965, à la création de la Border Security Force (BSF). Ses attributions sont multiples. En temps de guerre, les régiments de la CRPF sont chargés de tenir leurs positions, et en cas d'invasion comme en 1962, de lever, derrière les lignes ennemies, une résistance nationale¹⁴.

La CRPF dispose d'une force de maintien de l'ordre de 15 bataillons, la Rapid Action Force (RAF), équipée entre autres de gaz lacrymogènes. Ce sont les membres de la CRPF qui interviennent normalement lors des émeutes entre communautés, comme à Delhi en mars 2020¹⁵. La CRPF comprend des bataillons féminins, utilisés par exemple pour interpellier d'éventuelles manifestantes et ainsi éviter des scandales¹⁶. Elle assume également la

12. Le corps des Assam Rifles tire ses origines du corps des Cachar Levy, fondé par les Britanniques en 1835. Il s'est illustré en Europe pendant la Première Guerre mondiale et sur le front birman pendant la seconde. Son contrôle est passé du ministère de la Sécurité extérieure à celui de l'Intérieur en 1965. Les « sentinelles du Nord-Est » sont spécialisées dans la contre-insurrection et doivent s'assurer de la loyauté des habitants du Nord-Est en montrant, en principe, la bienveillance de Delhi. Fort aujourd'hui de 64 000 hommes répartis en 46 bataillons, le corps des Assam Rifles s'est vu confier la protection de la frontière entre l'Inde et le Myanmar à partir de 2002. Quoique très proche dans ses missions des CAPF, le corps des Assam Rifles est considéré par l'État indien comme une force paramilitaire, et non comme une force de police armée, pour des raisons qui sont essentiellement historiques.

13. Les Indiens disent « *the center* ».

14. Le corps des CRPF a subi des pertes au feu en 1959 lors d'une attaque chinoise de frontière, mais également en 1962, 1965 et 1971.

15. PTI, « [Delhi Riots News: RAF Tackled over 300 Fire-Related Incidents](#) », *The Times of India*, 3 mars 2020.

16. Cette division des genres dans le maintien de l'ordre, qui n'a pas son équivalent en France, remonte à la période coloniale. Il s'agissait de maintenir le régime colonial sans choquer la morale publique. L'époque connaît à la fois une séparation stricte des sexes, et une forte politisation et participation des femmes aux luttes contre le régime colonial. En principe, en tant que force de police fédérale, chaque corps doit recruter 33 % de femmes. Ce ratio n'est que peu respecté dans les faits pour diverses raisons.

majeure partie des combats de contre-insurrection, au Cachemire, dans le Nord-Est et dans les forêts du centre du pays, le long de la « ceinture rouge¹⁷ » contre les naxalites¹⁸.

Dix bataillons de commandos spécialisés dans le combat de jungle lui ont été adjoints en 2008, le Commando Bataillon for Resolute Action (CoBRA), en réponse au mouvement naxalite¹⁹. Selon la communication officielle, il s'agit de troupes d'élites.

- La Border Security Force (BSF) : première ligne de défense indienne

Le corps de la Border Security Force (BSF) est fort de 260 000 hommes et femmes. Créé en 1965, il est chargé de la sécurité des frontières entre l'Inde et le Pakistan, et entre l'Inde et le Bangladesh. Ses 186 bataillons comprennent une marine de petit tonnage, dont des vedettes rapides²⁰, déployée sur les quelque 1 300 km de frontières fluviales dont elle a la charge. Elle dispose également d'une aviation légère essentiellement dédiée au transport²¹, et de régiments d'artillerie armés de mortiers et de canons indiens de 105 mm.

En temps de paix, la BSF est chargée de protéger les frontières des infiltrations, de collecter du renseignement et de gagner la confiance des populations résidentes. En temps de guerre, la BSF doit tenir le terrain, pour laisser aux forces militaires leur liberté de manœuvre dans la profondeur. Une dizaine de régiments sont affectés dans les forêts du centre du pays²² à des missions de contre-insurrection. Des BSF sont également déployés au Cachemire dans des opérations de contre-insurrection depuis le début des troubles en 1989. La BSF se targue d'être la force frontalière la plus importante du monde en termes de troupes. Elle est également dotée d'un commando, les « Creek Crocodiles », spécialement entraînés et équipés pour les terrains difficiles et marécageux entre le Gujarat et le Pakistan²³.

La frontière entre l'Inde et le Bangladesh, dont la démarcation est complexe et fortement militarisée²⁴, sépare depuis 1947 ce qui auparavant formait une seule région. Les BSF déployés le long de cette ligne tirent à vue sur les Bangladais qui franchissent une frontière presque entièrement grillagée. On note une quarantaine de morts côté bengali tous les ans,

17. La « ceinture rouge », également appelée « ceinture tribale » ou encore « ceinture naxalite » s'étend du Bengale occidental au Kérala dans son extension maximum, mais couvre essentiellement, du Nord-Est vers le Sud-Ouest, les zones forestières du Bihar, du Jharkhand, du Chhattisgarh, de l'Odisha et de l'Andhra Pradesh. Il s'agit des zones dans lesquelles la majorité de la population appartient aux catégories tribales. Cette zone est en proie à un conflit larvé et parfois sanglant entre des maoïstes (dits aussi naxalites), essentiellement tribaux, et les forces de l'État indien qui cherchent à ouvrir leurs terres aux exploitations minières, ou à défendre les structures agraires féodales. Le mouvement naxalite tire son nom du village de Naxalbari au Bengale occidental qui s'est soulevé contre les propriétaires terriens dans les années 1960. Voir la carte en annexe.

18. Sandeep Avinash Prasanna, « Red Belt, Green Hunt, Gray Law: India's Naxalite-Maoist Insurgency and the Law of Non-International Armed Conflict », *UCLA Law Review*, n° 63, 2016, p. 485.

19. CRPF, « [Central Reserve Police Force](#) », n.d. (consulté le 22 février 2020).

20. La branche marine du corps des BSF comprend des postes-frontières flottants, et des vedettes rapides du type SHM shipcare. Il est difficile d'évaluer son importance réelle car les sources sont peu nombreuses et peu fiables.

21. La flotte d'aéronefs à voilure fixe du BSF Air Wing consiste en un Embraer-135 J et un Avro (HS-748). La flotte d'aéronefs à voilure rotative se compose de ALH (Dhruv), de Cheetah et de Mi-17 1V.

22. Voir note 18.

23. BSF, « [Border Security Force](#) », n.d. (consulté le 22 février 2020).

24. Shiv Sahay Singh, « [Half of India-Bangladesh Border Fenced](#) », *The Hindu*, 3 mars 2017, sec. National.

malgré les protestations de Dacca²⁵ comme des ONG internationales telle Human Right Watch²⁶.

- La Central Industrial Security Force (CISF) : une force liée à l'économie du pays

Créée en 1969 dans le but de protéger les entreprises nationales à une époque où l'économie était encore semi-dirigée, la Central Industrial Security Force (CISF) était chargée de la surveillance et de la sécurité des infrastructures sensibles du pays. Forte de 140 000 hommes aujourd'hui, la CISF est toujours chargée de la protection d'une partie importante de l'infrastructure gouvernementale, industrielle et urbaine qui, très diverse, comprend des bâtiments publics fédéraux, les usines électriques, notamment nucléaires, les barrages, les ports et aéroports, le métro de Delhi²⁷, et les infrastructures minières. Ces dernières font l'objet d'une attention spéciale le long de la « ceinture rouge » : ainsi l'entreprise para-publique Eastern Coalfield Limited déploie 1 200 hommes de la CISF pour la protection de ses installations. Il s'agit de se prémunir contre le vol de charbon et de matériel, mais également contre les mafias locales ou les naxalites. Les dépôts d'explosifs sont particulièrement surveillés²⁸. Certains CISF sont en plus spécialisés dans la lutte contre les incendies²⁹.

L'Inde ne favorise pas la présence des gardes armés privés. Les sociétés privées de sécurité ne sont pas autorisées à armer leurs personnels, par exemple, si ceux-ci ne disposent pas déjà d'un permis de port d'arme. Depuis 2001, la CISF propose ses services au secteur privé en tant que consultante dans les domaines de la sécurité des biens et des personnes ainsi que de la lutte anti-incendie. Cette activité a maintenant vocation à financer ses frais de fonctionnement. Seule force de police armée qui facture ses prestations au secteur privé, elle fait de son autonomie financière un élément de sa communication. Cela n'est pas sans soulever la question du contrôle des forces. D'un côté, l'Inde peut se féliciter de se dégager ainsi de certaines de ses obligations financières. De l'autre, l'autonomisation d'une force de police aussi importante dans un pays où la corruption prend de telles proportions³⁰ peut poser un problème quant à son contrôle par le ministère de l'Intérieur. Cette situation s'explique par l'assimilation du développement économique, c'est-à-dire de la croissance, à un bien commun devant être recherché en tant que tel³¹. Pour résumer, l'intérêt de la nation

25. Kadayam Subramanian, « [Human vs. National Security: Managing the Indo-Bangladesh Border](#) », *Asia Times* (blog), 14 juillet 2015 ; Humayun Kabir Bhuiyan, « [Border Killings Increase This Year, Says Foreign Minister](#) », *Dhaka Tribune*, 2 février 2020.

26. Human Right Watch, « [India/Bangladesh: Indiscriminate Killings, Abuse by Border Officers](#) », 2010.

27. Seul le métro de Delhi est concerné, dont cependant une partie des stations est confiée au privé. Il faut savoir qu'en Inde chaque voyageur est fouillé à chaque trajet en métro, et ses affaires sont scannées comme dans un aéroport. C'est également le cas lorsque l'on pénètre dans un centre commercial ou un bâtiment public. Ce n'est pas le cas en revanche pour le train.

28. « [Eastern Coalfields Limited](#) », n.d. (consulté le 2 avril 2019).

29. CISF, « [Central Industrial Security Force, Ministry of Home Affairs, Government of India](#) », n.d. (consulté le 2 avril 2019). – Le corps de la CISF n'a pas vocation à jouer un rôle dans le maintien de l'ordre. Pourtant, en 2012, une manifestation a eu lieu à l'usine électrique d'Uri, au Cachemire. Les hommes de la CISF présents ont ouvert le feu, tuant deux manifestants. Cinq membres de la CISF ont été arrêtés. Le Premier ministre de l'État du Jammu et Cachemire a demandé à ce qu'un procès ait lieu, mais le ministère de l'Intérieur a fait valoir que, quoique ses hommes n'aient pas été déployés dans le cadre d'une opération de contre-insurrection, l'*Armed Force (Special Power) Act*, loi draconienne qui garantit aux forces armées que leurs actions ne feront pas l'objet de poursuites pénales, devait s'appliquer à eux aussi. À ce titre, les forces armées doivent donner leur autorisation avant que des poursuites soient engagées.

30. « [Transparency International - India](#) », n.d. (consulté le 30 mars 2020).

31. Michael Levien, « Special Economic Zones and Accumulation by Dispossession in India », *Journal of Agrarian Change*, 11:4, 2011.

est perçu par les élites indiennes comme identique à celui de ses grandes entreprises. Dans cette optique, la frontière entre public et privé peut être levée, même lorsqu'il s'agit d'une force de police armée.

- La Indo-Tibetan Border Police (ITBP) : formée à la haute altitude

La Police des frontières indo-tibétaine (ITBP) est une force frontalière créée en 1962, à la suite de la guerre sino-indienne. En vertu du principe *one border one force*³², elle a la charge de la zone frontalière entre le Tibet et l'Inde. Forte de près de 90 000 hommes et entraînée aux conditions de très haute montagne, elle se distingue également par ses interventions humanitaires et de sauvetage dans l'Himalaya comme à travers le reste du territoire³³. Comme toutes les autres polices armées, l'ITBP est une force polyvalente, engagée aussi bien dans la contre-insurrection au Cachemire que dans la sécurité des hautes personnalités ou des ambassades indiennes à l'étranger. Le premier camp de quarantaine en Inde au début de l'épidémie de Covid-19 a été installé dans un hôpital de l'ITBP et sous sa garde, à la mi-mars 2020³⁴.

- Le Sashastra Seema Bal (SSB) : rattacher le Nord-Est au sous-continent

Le Sashastra Seema Bal (SSB), appelé le Special Service Bureau jusqu'en 2003, a été créé en 1963 avec pour objectif d'assister le renseignement indien, et, en cas d'une nouvelle guerre sino-indienne, de rester en arrière et de s'engager dans une guérilla. Ses cadres sont donc depuis toujours entraînés au combat de jungle et aux tactiques de contre-insurrection. Le SSB devait jouer un rôle intermédiaire entre civils et militaires et renforcer le sentiment national auprès des habitants du Nord-Ouest de l'Inde, dont Delhi doutait de la loyauté. Le SSB aurait ainsi contribué à stopper les incursions du renseignement militaire chinois sur la zone frontalière dont il avait la responsabilité³⁵. Chargé d'appuyer la branche extérieure de l'Intelligence Bureau jusqu'en 1968, le SSB est rattaché au Research and Analysis Wing, l'équivalent indien de la DGSE, lors de la création de celui-ci. Ses attributions se normalisent néanmoins à partir de 2001. Pourtant, encore en 2017, 2 000 de ses hommes sont transférés vers l'Intelligence Bureau, devenu Renseignement intérieur, afin de renforcer l'assise territoriale de celui-ci dans le Nord-Est³⁶. Le SSB compte aujourd'hui 80 000 hommes et femmes. Le ministère de l'Intérieur a toutefois approuvé une augmentation des effectifs à concurrence de 100 000 combattants environ. Depuis 2001, le SSB est chargé des frontières indo-népalaise et indo-bouthanaïse, en plus d'être déployé au Cachemire, dans le Nord-Est, à Manipur notamment, et dans les États du centre du pays affectés par la rébellion maoïste³⁷.

- La National Security Guard (NSG) : l'intervention contre-terroriste

La National Security Guard, dont les membres sont appelés *Black Cats* d'après la couleur de leur uniforme, est la dernière-née des CAPF, mais aussi la moins nombreuse et la

32. Malgré ce principe, le corps des BSF reste chargé de deux frontières à chaque extrémité du pays.

33. ITBP, « [Indo-Tibetan Border Police](#) », 2019.

34. Astha Saxena, « [Covid-19: ITBP Camp Set to Expand, Will Be Biggest Quarantine Centre in City](#) », *The Indian Express*, 15 mars 2020.

35. L'Inde et la Chine se disputent toujours certaines zones dans le Nord-Ouest du pays.

36. PTI, « [Intelligence Bureau to Get 2,000 SSB Staffers as Govt Approves Border Snoop Plan](#) », *Livemint*, 7 septembre 2017, sec. politics.

37. SSB, « [Sashastra Seema Bal](#) », 2019.

plus spécialisée, avec environ 7 350 hommes³⁸. La NSG est créée en 1984 à la suite de l'opération *Blue Star*, dans laquelle 10 000 hommes de l'armée indienne, des CRPF et des BSF, ont pris d'assaut le Temple d'Or des sikhs, où des indépendantistes s'étaient retranchés. L'opération aurait fait 500 morts, selon les estimations officielles³⁹.

La NSG est composée de militaires et de CAPF sélectionnés parmi les éléments les plus prometteurs, et recrutés à la suite de tests particulièrement exigeants. Elle est constituée de deux Special Action Groups (SAG) et de trois Special Ranger Groups (SRG).

Les deux SAG sont des groupes d'assaut formés de militaires détachés au ministère de l'Intérieur, et entraînés pour les opérations de contre-terrorisme et de contre-prise d'otages. Les trois SRG sont composés d'hommes tirés des CAPF et des polices des États. Jusqu'en janvier 2020, une partie des NSG était affectée à la protection des hautes personnalités, mais cette charge devrait être transférée au CRPF et au CISF, afin de réorienter les forces des commandos vers leurs missions d'origine⁴⁰.

Il s'agit pour l'essentiel de commandos d'intervention dont les fonctions sont comparables à celles du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Ces organisations ont d'ailleurs des liens et mettent en place des partages de compétences. Cinq membres des NSG se sont rendus en France à l'invitation du GIGN en novembre 2019, et une délégation du GIGN devrait se rendre en Inde en 2020⁴¹. La NSG n'a pas pour vocation de remplacer les Forces armées centrales de police dans leurs attributions classiques mais uniquement d'intervenir en cas d'attaque terroriste ou de prise d'otages.

Un bref tableau synoptique permet de récapituler cet ensemble.

Nom	Effectifs	Zones de spécialisation	Fonction principale
CRPF	300 000	Toute l'Inde	Maintien de l'ordre, contre-insurrection
BSF	260 000	Frontières pakistanaise et bengalie	Frontières et contre-insurrection
CISF	140 000	Toute l'Inde, villes et industries	Protection des infrastructures
ITBP	90 000	Frontière indo-tibétaine	Frontière et contre-insurrection
SSB	100 000	Nord-Est	Frontière et contre-insurrection
NSG	7 350	Toute l'Inde	Contre-terrorisme

38. Hemant Singh, « [National Security Guard: History, Functions and Operations](#) », *Jagranjosh.Com*, 26 septembre 2019.

39. Une partie des sikhs du Penjab réclamaient l'indépendance de leur État, y compris par la lutte armée. En 1984, leur leader se retranche dans le Temple d'Or à Amritsar, le lieu le plus saint de la religion sikh, en prenant des pèlerins en otages. L'armée indienne assistée des CAPF donne l'assaut à partir du 5 juin. Elle a sévèrement sous-estimé l'armement et l'entraînement des combattants retranchés dans le temple et son quartier, qui sont munis de matériel anti-blindés comme des RPG chinois, probablement fourni par l'ISI, le renseignement pakistanais. Dans le même temps, l'armée indienne mène une opération de « nettoyage » de grande ampleur à travers le Penjab. En protestation à l'attaque du Temple d'Or, beaucoup de sikhs démissionnent de leur poste dans l'administration ou désertent leur régiment. Cinq mois plus tard, Indira Gandhi, Première ministre de l'Inde, est assassinée par ses gardes du corps sikhs. Les pogroms qui s'ensuivent font 3 000 morts à Delhi. Le bilan de l'opération *Blue Star* est jugé très sévèrement, comme un échec du renseignement indien et de ses capacités d'assaut contre des preneurs d'otages sur son territoire.

40. PTI, « [Government Decides to Withdraw NSG from VIP Security Duties](#) », *The Economic Times*, 12 janvier 2020.

41. Ambassade de France en Inde, « [NSG Hosted by GIGN in France for Anti-Hijacking Cooperation](#) », La France en Inde/France in India, 18 novembre 2019.

DES FORCES DÉPLOYÉES SUR TOUS LES FRONTS

Les CAPF évoluent et leurs capacités augmentent, avec des missions impliquant l'usage de la force et des missions de protection. Le gouvernement indien veut assurer le pouvoir de Delhi sur l'ensemble du territoire national. S'il a eu tendance à laisser se développer certaines insurrections⁴² pour des raisons de politiques locales, ou par apathie de la gouvernance dans des secteurs reculés du pays, il n'hésite plus à déployer ses forces – une tendance qui a commencé avant l'élection de Narendra Modi et qui s'est amplifiée depuis. Dans ses États comme à l'étranger, il étend son *soft power* entre autres par des interventions humanitaires. L'Inde peut ainsi se présenter comme le *net-security provider* qu'elle aspire à être. Les CAPF sont chargées de la protection des populations face aux catastrophes – environnementales dans la plupart des cas en Inde –, permettant le déploiement des forces armées traditionnelles lors des interventions dans les pays de la sous-région. Une fois de plus, le rôle des CAPF et celui des forces armées sont complémentaires.

Contre-insurrection et lois draconiennes

Les CAPF sont nécessaires pour les tâches qui n'exigent pas l'implication de l'armée, ou dans lesquelles l'emploi des forces armées traditionnelles risquerait de poser des problèmes politiques, légaux ou stratégiques. C'est le cas, par exemple, lors des émeutes intercommunautaires entre hindous et musulmans, relativement fréquentes dans le pays, dans lesquelles les CAPF se montrent de plus en plus partiales⁴³. L'historien Omar Khalidi⁴⁴ propose d'expliquer par leur homogénéité religieuse hindoue cette relative partialité lors des émeutes interreligieuses contre lesquelles elles sont intervenues. Les opérations les plus spectaculaires dans lesquelles les CAPF sont impliquées restent cependant liées à la contre-insurrection.

L'Inde est en butte depuis une quarantaine d'années à des mouvements de dissidence, parfois de séparatisme, dont certains pratiquent le terrorisme. Les CAPF ont donc évolué au contact de ces menaces. Trois zones du territoire national indien sont en proie encore à l'heure actuelle à des troubles majeurs : 1) le Cachemire, 2) le Nord-Est, en particulier l'Assam, le Manipur, le Nagaland, le Tripura et une partie de l'Arunachal Pradesh⁴⁵, et 3) les États de la « ceinture naxalite », le Chhatisgarh, le Jharkhand, le Bengale occidental et l'Andhra Pradesh. Dans ces deux dernières zones, les troubles sont en cours de désescalade.

42. Thomas Francis Lynch III, « [India's Naxalite Insurgency: History, Trajectory, and Implication for U.S.-India Security Cooperation on Domestic Counterinsurgency](#) », *Strategic Perspectives*, n° 22, Genève, Institute for National Strategic Studies, 2016.

43. Pish Cosh, « [India's Police Are Overstretched, Poorly Trained and Politicised](#) », *op. cit.*

44. Omar Khalidi, *Khaki and Ethnic Violence in India: Army, Police and Paramilitary Forces During Communal Riots, Gurgaon/Haryana*, Inde, Three Essays Collectives, 2^e éd. revue, 2010.

45. Ces États sont souvent mentionnés comme « le Nord-Est », ou les *Seven sisters*, en référence aux sept États qui composent la région. Il faut noter que les problématiques de ces États ne sont pas nécessairement les mêmes, et n'ont pas connu la même temporalité. Manipur, par exemple, a été intégré dans l'Union indienne en 1949, sans consultation préalable. Une fraction de la population a longtemps exigé l'autonomie. Au Nagaland voisin, c'est l'indépendantisme des Naga qui s'est opposé à l'État indien.

Au Cachemire et dans la zone frontalière du Nord-Est, le gouvernement a mis en place la loi AFSPA (*Armed Forces (Special Power) Act*) qui autorisent les militaires comme les CAPF à arrêter tout individu qu'ils jugent suspect, à fouiller n'importe quel maison, véhicule ou personne, et éventuellement à ouvrir le feu sur des civils, sans craindre de répercussions légales. Les associations non gouvernementales montrent depuis des années que cette loi favorise les abus en tout genre, y compris les violences sexuelles et les exécutions sommaires, sans pour autant parvenir à la faire abroger. En revanche, ses partisans soulignent qu'elle permet aux forces militaires et policières d'agir en fonction de l'urgence et sans craindre les conséquences légales de leurs actes sur des citoyens indiens, puisque l'armée doit donner son accord avant toute poursuite. L'armée exclut d'intervenir sans cette couverture législative. L'AFSPA est en vigueur dans le Nord-Est depuis 1958, et au Cachemire depuis 1990 et le début de l'insurrection. Instaurée lors des troubles séparatistes au Penjab et à Chandigarh⁴⁶, elle a été levée depuis. Elle est levée progressivement dans les secteurs du Nord-Est dans lesquels la violence s'est arrêtée⁴⁷.

Les activités de contre-insurrection des CAPF ont donc commencé dès 1950. Plusieurs doctrines d'action ont été testées. Pour certaines d'entre elles, il est légitime de se demander s'il s'agissait de régler un problème d'ordre public, d'un exercice de communication politique, ou de tirer un bénéfice du désordre. Ainsi, au milieu des années 2000, l'État du Chhattisgarh a mis en place le mouvement du *Salwa Judum*, ou « chasse de purification », qu'il a présenté comme une insurrection spontanée des populations contre les exactions qu'exerceraient les insurgés maoïstes. Les villages, où les naxalites étaient bien reçus, ont été déplacés vers des camps et le gouvernement a armé des habitants tribaux de la région, parfois d'anciens naxalites, en échange de la promesse d'un travail à vie en tant que *Special Police Officer* (SPO). Dans le même temps, les hommes de la Central Reserve Police Force ont été déployés massivement aux côtés de ces SPO pour reprendre par la force le terrain aux naxalites, alors même que les policiers de carrière considéraient les SPO comme sacrificiables et remplaçables. Les relations entre CAPF et SPO ont été mauvaises pendant l'ensemble des opérations.

La doctrine de contre-insurrection de l'Inde⁴⁸ a subi lors de cette opération un revers majeur. Le *Salwa Judum* est devenu un contre-exemple pour les opérations de contre-insurrection, tant il a augmenté la violence et donné une victoire morale et tactique aux naxalites, perçus – cette fois à juste titre – comme résistants aux politiciens corrompus utilisant des forces locales et fédérales pour quadriller le territoire. L'opération, désastreuse du point de vue de la justice et du maintien de l'ordre, a cependant permis l'enrichissement important d'une classe de politiciens locaux corrompus et d'industriels peu scrupuleux. Les élites indiennes locales, souvent à l'interface entre le monde des affaires et celui de la politique,

46. La zone urbaine a le statut de Territoire de l'Union, et sert de capitale au Penjab et à l'Haryana de 1983 à 1997.

47. En revanche, le gouvernement a refusé la mise en place de l'AFSPA dans les zones affectées par les violences naxalites, jugeant que l'éloignement des frontières et l'absence de séparatisme ne justifiaient pas l'intervention des forces militaires. Ces dernières semblent d'ailleurs peu enclines à intervenir au cœur du territoire indien, jugeant qu'il s'agit essentiellement d'un problème social et politique. De plus, l'implication des militaires sur un terrain aussi vaste risquerait de dissoudre leurs forces tout en nuisant à leur capital de sympathie auprès de populations dont une partie voit les naxalites d'un œil favorable.

48. Bibhu Prasad Routray, « [India: Fleeting Attachment to the Counterinsurgency Grand Strategy](#) », *Small Wars & Insurgencies*, 28:1, 2017, p. 57-80.

ont accordé aux entreprises publiques et privées des concessions minières, forçant sous la menace d'une arrestation par les CRPF les paysans à céder leurs terres. Les dynamiques internes aux villages, les conflits entre propriétaires et travailleurs agricoles sans terres, et le retour des chefs de village qui avaient perdu leur autorité au profit des maoïstes, ont permis à l'opération *Salwa Judum* d'obtenir le succès qu'elle a connu du point de vue des opérations minières, des politiciens locaux, et des milieux d'affaires de l'État. Il faut en effet noter que « la violence de la contre-insurrection a vidé de sa population les zones riches en minerais, permettant ainsi, sous couvert de pacification, une exploitation qui ne s'embarrasse pas des délais que prendrait l'acquisition des terres tribales par des moyens légaux⁴⁹ ». La Cour suprême a condamné l'armement des jeunes tribaux par l'État du Chhattisgarh et mis un terme au *Salwa Judum*, sans pour autant ordonner que ses décisions soient vérifiées sur le terrain⁵⁰. La corruption des élites locales et nationales reste l'un des moteurs les plus puissants de la violence⁵¹.

Dans les États du Chhattisgarh, de l'Odisha, du Jharkhand et de l'Andhra Pradesh, les CAPF sont ainsi accusées de malversations, d'exécutions sommaires et de viols depuis l'intervention massive des forces fédérales dans les années 1990⁵². Les organisations pour les droits civils rappellent que les Adivasis, l'ethnie majoritaire dans les jungles de la « ceinture naxalite », sont, même s'ils ne sont pas hindous, des citoyens indiens, et que les exécutions de civils ne sont pas souhaitables dans une démocratie.

Nandini Sundar⁵³ relève que l'insurrection a contraint l'État à s'intéresser à ces zones négligées, et paradoxalement à y renforcer sa présence au-delà de l'aspect sécuritaire. Les maoïstes ont ainsi obligé les enseignants à occuper les postes pour lesquels ils étaient payés

49. Jason Miklian, « The Purification Hunt: The Salwa Judum Counterinsurgency in Chhattisgarh, India », *Dialectical Anthropology*, 33:3, 2009, p. 441-459.

50. Nandini Sundar, *The Burning Forest: India's War in Bastar*, Delhi, Juggernaut, 2016 ; Supreme Court of India, « [Nandini Sundar & Ors. Versus State of Chattisgarh](#) », 2011.

51. Il ne faut pas percevoir cette appropriation locale des ressources comme nécessairement contradictoire avec la croissance économique, qui reste l'objectif premier des politiques nationales.

52. C'est en tout cas la thèse développée par Nandini Sundar (« Beyond the Bounds? Violence at the Margins of New Legal Geographies », in Nancy Lee Peluso et Michael Watts (eds.), *Violent Environments*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, et *The Burning Forest: India's War in Bastar*, op. cit.) et Amita Baviskar (« Written on the Body, Written on the Land: Violence and Environmental Struggles in Central India » in Nancy Lee Peluso et Michael Watts (eds.), *Violent Environments*, op. cit., p. 354-379). Ce sont également les conclusions que l'on peut tirer de nombreux rapports d'organisations non gouvernementales et des observateurs des droits de l'homme sur les violences commises dans le centre du pays (PUDR, « War and the Lightness of Being Adivasi, Security Camps and Villages in Bijapur, Chattisgarh », Delhi, People's Union for Democratic Rights, 2015 et « Encounters, Position Paper XXIV Ramanadham Memorial Meeting », APCLC & PUDR, 2009 ; CDRO, « [Faking An Encounter: Killing the Peace Process](#) », 2010, « [Report of The Killing of Adivasis by CRPF Forces in Bijapur District, Chattisgarh](#) », 2012, « Who Is the State Hunting? Incidents of Massacre by Security Forces and Salwaa Judum under Operation Green Hunt, in Bijapur and Dantewada Districts of Chhattisgarh », 2012, « [Living in the Shadow of Terror People's Lives and Security Operations in Jharkhand](#) », 2013, « [Fake Encounters in Odisha, How the State Picks, Arrests and Kills Its 'Maoists'](#) », 2013 ; PUCL, « Loot of the Land, Livelihood and Life, a Joint Fact Finding into Incidents of Crime against People in Odisha », People's Union for Civil Liberties (Odisha), Organisation for Protection of Democratic Rights (Andhra Pradesh), Association for Protection of Democratic Rights (West Bengal), Human Rights Forum (Andhra Pradesh), Campaign for Justice and Peace (Tamilnadu), Andhra Pradesh Civil Liberties Committee (Andhra Pradesh), Peoples Union for Democratic Rights (Delhi), 2011, « [Anything Goes... In the Name of National Security Story of Soni Sori](#) », Saheli, Peoples Union for Civil Liberties, Peoples Union for Democratic Rights and Women Against Sexual Violence and State Repression, 2012 ; Human Right Watch, « ['Being Neutral Is Our Biggest Crime' Government, Vigilante, and Naxalite Abuses in India's Chhattisgarh State](#) », 2008).

53. Nandini Sundar, *The Burning Forest: India's War in Bastar*, op. cit.

et réduit la corruption des fonctionnaires locaux – non sans prélever une taxe eux-mêmes⁵⁴. Sans exagérer ce succès, il faut néanmoins noter qu’une partie de la rhétorique et du succès de gestion des maoïstes reposait sur une critique de l’absence de l’État et de la partialité de la justice.

En 2016, 116 bataillons des diverses CAPF formées à la contre-insurrection étaient déployés dans les 10 États du centre du pays dans des opérations de contre-insurrection, avec des moyens aériens tels que des drones et des hélicoptères de l’Indian Air Force. En effet, l’insurrection naxalite que le Premier ministre de l’époque, Manmohan Singh, avait qualifiée en 2009 de « plus grande menace interne de l’Inde » n’est pas encore éteinte⁵⁵. Il n’en reste pas moins vrai que la situation sur le terrain s’est nettement améliorée, tant à la suite des interventions musclées des CAPF que des choix politiques de lutte contre la grande pauvreté.

Les interventions humanitaires

« À quoi servent les forces armées ? » La question ne se pose pas qu’en Europe⁵⁶. Les forces armées indiennes, y compris les CAPF, voient leurs missions d’assistance aux populations et de réponse aux désastres (Human Assistance and Disaster Relief – HADR) prendre une place de plus en plus centrale dans leurs dispositifs. Cette importance va croissant avec l’adaptation du pays au changement climatique, qui en Inde prend la forme d’une préparation aux catastrophes, auxquelles ne sont pas étrangères les moussons qui deviennent plus intenses.

Les anciens militaires de carrière Abhijit Singh⁵⁷ et Pradeep Chauhan⁵⁸ font remarquer avec inquiétude qu’une part de plus en plus importante du budget et des ressources humaines des armées indiennes est déployée dans des opérations HADR. Ni l’un ni l’autre ne mentionnent le rôle des forces armées de police, pourtant crucial dans ce domaine – sans doute à cause d’un certain dédain des militaires de carrière pour ces services. Ce sont également les CAPF qui sont appelées pour protéger les barrages et les retenues d’eaux contre les vols lors des sécheresses qui frappent de plus en plus régulièrement le pays⁵⁹.

Le « super cyclone » de 1999 dans l’Odisha a causé la mort de plus de 10 000 personnes. Après cet événement, le gouvernement a mis en place la National Disaster Response Force (NDRF), qui centralise et prépare les plans nationaux d’évacuation et de réponses aux crises. La NDRF déploie et entraîne trois régiments des CRPF et des BSF, et deux régiments

54. Jason Miklian, « The Purification Hunt: The Salwa Judum Counterinsurgency in Chhattisgarh, India », *op. cit.*

55. Rahi Gaikwad, « [Manmohan: Naxalism the Greatest Internal Threat](#) », *The Hindu*, 11 octobre 2009, sec. National.

56. Timothy Edmunds, « What Are Armed Forces For? The Changing Nature of Military Roles in Europe », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, 82:6, 2006, p. 1059-1075.

57. Abhijit Singh, « Climate Change and Maritime Security in the Indian Ocean Region », *Journal of Defence Studies*, 9:1, 2015, p. 63-82.

58. Pradeep Chauhan, « [Concerning the Impact of Climate Change on India’s Security](#) », *Policy Briefs*, New Delhi, Inde, Ananta Aspen Centre, 2018.

59. Agence France-Presse, « [Armed Guards at India’s Dams as Drought Grips Country](#) », *The Guardian*, 2 mai 2016, sec. World news.

chacun des CISF, SSB et des ITBP. La NDRF dépend directement du Premier ministre et assure une chaîne de commandement solide dans la mesure où elle peut mobiliser rapidement et efficacement des forces d'origine différente⁶⁰. Lorsque le cyclone Fani a répété les conditions du « super cyclone » de 1999, les CAPF et les forces locales des États concernés, formées et encadrées par la NDRF, ont réussi l'évacuation d'un million et demi de personnes dans l'Odisha. Le bilan a été de 80 morts environ. Si ce succès n'est pas sans taches – des personnes de basses castes ont été laissées hors des abris⁶¹ –, dans l'ensemble la NDRF revendique un bilan impressionnant – sans pour autant que des efforts de fond aient été faits pour réduire la vulnérabilité des populations.

On peut également voir la montée en puissance des CAPF comme un accroissement des moyens de l'État pour faire face aux désastres environnementaux. Il s'agit de mettre en place une capacité de secours et d'intervention résiliente, centralisée et fiable. Mais dans le même temps ces forces veillent sur le développement économique indien, sans permettre une remise en question de ses impacts sociaux et environnementaux. Ce sont pourtant ces derniers qui poussent les populations et les infrastructures vers les limites de leur résilience.

CONCLUSION

La montée en puissance des CAPF peut donc être interprétée de plusieurs manières. On peut voir dans l'affirmation de cette force en Inde le renforcement du bras armé de l'État central. D'un côté, il réagit fermement aux insurrections multiples (« ceinture naxalite », Nagaland, Cachemire). De l'autre, il renforce sa police centrale par rapport à celles des États auxquels New Delhi ne se fie pas forcément pour gérer et résoudre les problèmes sécuritaires. La multiplication, assez inattendue, des manifestations en faveur de la protection de la constitution indienne depuis décembre 2019 a mené au déploiement des CRPF dans les villes, sans pour autant que la pression se soit relâchée au Cachemire. Dans le cadre d'une montée des tensions interreligieuses et intercommunautaires dans l'Inde contemporaine, il est particulièrement important d'observer l'évolution et la croissance de forces disciplinées, armées et largement acquises à la cause du parti au pouvoir, sous la direction du bras droit du Premier ministre.

Steven Wilkinson⁶² estime que les CAPF ont le mérite d'avoir circonscrit le rôle et la croissance de l'armée, depuis l'indépendance de l'Inde en 1947. Pour lui, cela a permis de prémunir l'État indien contre les coups d'État qui ont affecté la plupart des pays récemment décolonisés. Ces forces ont donc été cruciales pour la pérennité de la démocratie parlementaire indienne. Wilkinson voit dans les CAPF une force capable d'agir sur le territoire sans avoir à déployer l'armée, au risque de ne plus pouvoir limiter son implication dans le domaine politique. Au contraire, on peut aussi voir dans le maintien de multiples foyers

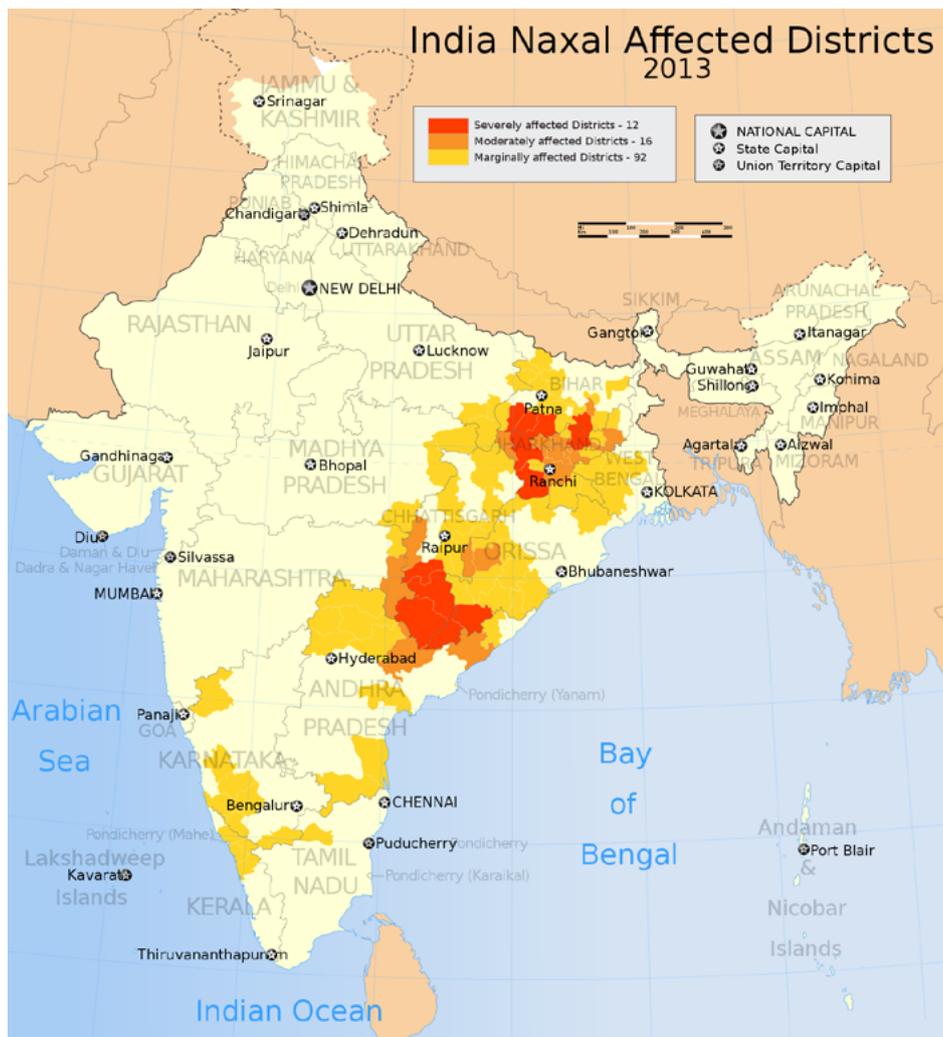
60. « [NDRF](#) », National Disaster Response Force, 2019.

61. Prabhash Kumar Dutta, « [Denied Entry in Shelter Homes during Cyclone Fani, Say Dalits in Odisha](#) », *India Today*, 17 mai 2019.

62. Steven I. Wilkinson, [Army and Nation: the Military and Indian Democracy since Independence](#), Cambridge, Harvard University Press, 2015.

insurrectionnels soixante-dix ans après l'indépendance du pays, le signe d'un échec de la démocratie indienne à mettre fin à la pauvreté la plus terrible, et à donner à une partie de ses ressortissants une voix dans la conduite des affaires de l'État. Le déploiement des CAPF face aux insurrections et l'utilisation de lois draconiennes dans le Nord-Est et Cachemire sont aussi les symboles de ses échecs.

ANNEXE



Districts de l'Inde affectés par la rébellion naxalite en 2013

(© M. Tracy Hunter, India Maoist Conflict Map, Institute for Conflict Management, 2014.)

Damien Carrière est docteur en géographie du développement de l'Université de Paris 7 Diderot et docteur en géographie de l'Université du Minnesota, États-Unis. Il est postdoctorant à l'IRSEM dans le domaine « Afrique - Asie », en collaboration avec le Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA) de l'Université de Paris. Il travaille sur les réponses de l'Inde aux crises environnementales, notamment face au réchauffement, et sur le rôle que jouent les Forces armées centrales de police indiennes dans la préparation du pays. Après avoir enseigné à l'Université du Minnesota, à Rennes 2 et à l'Université Ashoka à Delhi, il est maintenant vacataire à l'INALCO.

Contact : damien.carriere@irsem.fr